

COMBAT OUVRIER



Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Supplément au mensuel

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE PARAIT MERCREDI & SAMEDI

MERCREDI 22 JANVIER 1975

PRIX : 0,30 F

EDITORIAL

GUYANE : PREMIER RECU DU GOUVERNEMENT COLONIALISTE : les huit mili- tants sont libérés

Ainsi près d'un mois après leur arrestation les huit militants anti-colonialistes guyanais du MO.GUY.DE (Mouvement Guyanais de décolonisation) et du Parti socialiste guyanais ont été libérés. Trois l'ont été il y a quelques jours, et les cinq autres lundi 20 janvier.

Si le gouvernement français a libéré ces militants c'est bien grâce à l'action qui a été entreprise un peu partout et qui commençait à prendre de l'ampleur. Il faut signaler en effet qu'un comité de défense des inculpés avait pris naissance en France dans l'émigration. En Martinique, une manifestation était prévue pour le 22 janvier organisée par le GRS, COMBAT OUVRIER, la tendance Lutte de Classes de la FEN, l'Union des travailleurs de Schoelcher et le Comité de Défense de Vizios. Un meeting avait déjà eu lieu, organisé par le PCM et le PPM et puis un autre organisé par le GRS. En Guadeloupe, un comité s'était constitué regroupant notamment le GRS, COMBAT OUVRIER, LA VERITE, et le PCG. Un meeting est prévu.

La libération des inculpés est donc un premier recul du gouvernement français obtenu grâce à la mobilisation qui a eu lieu peu de temps après les événements de Guyane. Mais l'action doit se poursuivre, car les militants guyanais sont toujours inculpés pour atteinte à la sûreté de l'Etat ; et reste à savoir s'ils seront autorisés à regagner leur pays.

De plus en Guyane même, les forces de répression, légionnaires, CRS et autres gendarmes continuent leurs exactions et il ne faut pas l'oublier, les militants arrêtés l'ont été parce qu'ils réclamaient entre autre le départ des légionnaires.

Il faut contraindre le Gouvernement français et les tribunaux à accorder le non lieu. Car en fait, s'il y a des coupables, s'il y a des gens qu'on devrait traîner devant les tribunaux c'est bien les forces qui en Guyane assurent le maintien de l'ordre colonial, c'est aussi ceux qui ont commandé à ces légionnaires de tuer, assassiner en Indochine, puis en Algérie et venir semer la terreur en Guyane.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

ARLETTE LAGUILLER EN GUADELOUPE

CONFERENCE DE PRESSE, RENCONTRES AVEC LYCEENS ET OUVRIERS DE GROSSE-MONTAGNE.

Notre camarade Arlette Laguiller est depuis samedi en Guadeloupe. Elle a été accueillie à sa descente d'avion par un groupe de militants, et de sympathisants de notre tendance.

Lundi matin, elle a donné une conférence de presse à la salle Rény Nainsouta à Pointe-à-Pitre. Les journalistes présents devaient surtout poser des questions qui portèrent essentiellement sur le statut politique des Antilles et sur les problèmes de la femme dans la société actuelle.

Arlette Laguiller répondit à toutes ces questions en montrant que le statut actuel des Antilles n'a pas changé le sort des travailleurs, que bien au contraire le chômage et la misère qui régnaient était la meilleure preuve de l'échec de la "départementalisation".

A la question de savoir si les travailleurs étaient plus intéressés par les questions de salaires que par les questions politiques, elle répondit que ceux-ci avaient parfaitement raison de

se battre pour des améliorations de leur sort. Mais il n'en restait pas moins vrai qu'il faut se battre pour mettre fin au système colonial qui règne ici.

Après la conférence de presse, une rencontre eut lieu avec des lycéens, au cours de laquelle plusieurs sujets furent discutés : situation de la femme, la culture, etc...

Dans la soirée Arlette se rendit à Grosse-Montagne où elle rencontra et discuta longuement avec les travailleurs de l'usine.

Nous donnerons un compte rendu du meeting de mardi dans notre parution de samedi.

Jeudi, elle se rendra en Martinique où elle tiendra ce même jour une conférence de presse à 10 h. au Cinéma-Théâtre de Fort de France.

Vendredi 24 janvier, à 19 h. elle participera au meeting organisé par notre tendance au Cinéma-Théâtre de Fort de France.

LA LOI SUR L'AVORTEMENT DÉPLAIT AUX BIGOTS ET AUX HYPOCRITES

Au moment où la loi autorisant l'avortement jusqu'à la 10^{ème} semaine est pu-

AU FRANÇOIS encore un accident du travail

"Accident peu ordinaire", "d'un genre assez spécial", "qui reste somme toute assez rare", "qu'il faut sincèrement regretter", voilà en quels termes France-Antilles qualifie l'accident provoqué jeudi dernier par l'explosion d'une mine à la carrière Blanchard, à Beauregard au François. Explosion qui a fait plusieurs blessés parmi la population du quartier et d'importants dégâts matériels. Contrairement aux déclarations de France-Antilles, cet accident n'est pas "d'un genre spécial", c'est, ni plus ni moins un accident de travail dont les seuls responsables sont les capitalistes qui, n'hésitent pas à violer les règles élémentaires de sécurité, mettant ainsi en danger la vie des travailleurs et de la population environnante.

Dans les carrières, sur les docks, dans les entreprises, les accidents de travail provoqués par le non-respect des règles de sécurité de la part des patrons sont monnaie courante, et, il est temps que les travailleurs s'organisent pour y mettre fin.

blié. le cardinal Marty, au nom de toute l'Eglise catholique, vient de faire une déclaration fracassante contre l'avortement.

Ainsi, suivant les principes de la religion, la femme n'a pas le droit de disposer de son propre corps et d'avoir des enfants uniquement quand elle le désire.

Tous ces bigots, hypocrites, se voilent pudiquement la face devant le fait que sur 100 enfants qui naissent, 2 seulement sont vraiment désirés par les mères, et que chaque jour ont lieu des centaines d'avortements clandestins effectués dans des conditions dangereuses et traumatisantes pour les femmes. Ils ne veulent pas voir la misère morale qu'entraîne pour une femme le fait d'être enceinte sans l'avoir voulu, ni le nombre effrayant d'enfants abandonnés ou laissés à l'assistance publique. En vérité, ce que l'Eglise veut perpétuer, c'est la soumission et l'asservissement de la femme. Mais les femmes ne l'entendent pas ainsi, elles ont déjà lutté pour obtenir le droit à l'avortement et sont prêtes à se battre encore pour que l'avortement soit totalement libre et gratuit.

Et toutes les hypocrites déclarations des grands de l'Eglise n'y changeront rien.

ARLETTE RECONTRE LES OUVRIERS de GROSSE MONTAGNE

Lundi 20, vers 17 h., une centaine de travailleurs de Grosse Montagne s'étaient rassemblés aux abords de l'usine, chez un camarade pour s'entretenir avec Arlette Laguiller. Pour tous ces camarades qui avaient apprécié les interventions d'Arlette à la radio, à la télévision, pendant la campagne électorale, c'était là une occasion de discuter avec elle des problèmes cruciaux que connaissent les travailleurs tant en France qu'Antilles en cette période de crise : chômage, sous-emploi, émigration, exploitation capitaliste et coloniale, répression. Elle parla de l'indépendance, de la révolution socialiste, seules solutions permettant de changer réellement la situation des travailleurs.

Beaucoup de camarades de l'usine lui parlèrent de la misère, de l'exploitation qu'ils subissent, des discrimina-

tions sociales dont ils sont victimes par comparaison avec les travailleurs français. Certains petits planteurs expliquèrent les problèmes du prix de la tonne de canne, de la ristourne, et la discussion s'anima encore plus lorsqu'un camarade parla de la crise du sucre en demandant à Arlette son avis là dessus.

La discussion se poursuivit sur le programme commun de la gauche, pas toujours en accord avec celle de la camarade ou des militants de Combat-Ouvrier.

Après une heure et demi de discussion la réunion se dispersa.

Sur tous les visages se lisaient la satisfaction d'avoir pu discuter franchement et simplement des problèmes qui préoccupent tous les travailleurs, avec une travailleuse révolutionnaire française.

MARTINIQUE LES ETUDIANTS DE VIZIOZ CONTRE LA RÉPRESSION EN GUYANE

Les étudiants de Vizios (Martinique) nous ont fait parvenir un communiqué dont nous extrayons les passages suivants :

"Nous exigeons la liberté totale des prisonniers - La fin des poursuites judiciaires - la fin de l'état de siège qui règne en Guyane - le rétablissement et la reconnaissance de toutes les libertés (d'opinion, de presse, de réunion, de circulation à travers le territoire) - le renvoi immédiat des CRS et légionnaires - le droit à l'indépendance pour la Guyane.

L'Assemblée Générale a élu démocratiquement un Comité de Soutien afin d'impulser la solidarité. Ce Comité appelle les étudiants, lycéens, travailleurs, à manifester massivement le mercredi 22 janvier à Fort-de-France".

GUADELOUPE : SOFROI : a bas les méthodes d'intimidation

Depuis déjà un certain temps, la direction par l'intermédiaire de ses petits chefs veut faire régner parmi nous un climat de crainte.

Dès que nous discutons 2 minutes, un petit chef vient essayer d'écouter et nous interrompt. Si par hasard des travailleurs se rencontrent, les petits chefs posent des questions pour savoir ce que ces camarades se sont dits.

En fait, la direction veut se servir de certains d'entre nous en utilisant la devise bien connue : "diviser pour régner". En fait il s'agit d'empêcher les travailleurs de s'organiser et de se défendre contre l'exploitation.

En aucun cas nous ne devons rentrer dans le jeu de la direction. Pour cela il nous faut refuser de répondre à ses questions et à toutes les tentatives d'intimidation.

Nous devons nous montrer tous solidaires pour faire échec à toute attaque de la direction.

NON A LA REPRESSION COLONIALISTE EN GUYANE TOUS A LA MANIFESTATION

MERCREDI 22 JANVIER 1975 à

17 H. MAISON DES SYNDICATS

avec :

COMBAT OUVRIER. GRS. TENDANCE LUTTE DE

CLASSE FEN. COMITE DE SOUTIEN AUX EMPRE-

SOMNES GUYANAIS DE VIZIOZ.

ÉCHOS DE L'HOPITAL GÉNÉRAL

L'ABSENCE D'UN VESTIAIRE SE FAIT SENTIR
A LA CUISINE.

Au centre hospitalier de Pointe-à-Pitre les agents de la cuisine se plaignent du manque de vestiaire. Hommes et femmes sont obligés, semble-t-il, de se déshabiller les uns devant les autres et quelquefois, dans la cuisine même !

Ceci nous donne une idée sur les conditions dans lesquelles doivent se préparer les repas des malades !

Les agents de la cuisine demandent à la direction de faire cesser cet état de chose par la création immédiate d'un vestiaire.

tous au meeting
avec
arlette
laguiller

VENDREDI 24 JANVIER à 19 h. au

CINE-THEATRE de FORT-DE-FRANCE.

MARTINIQUE : A OUI PROFITERA L'ABAT- TOIR DÉPARTEMENTAL

Bientôt, la construction de l'abattoir départemental pourvu d'un matériel très perfectionné, sera achevée.

Le conseil général, refuse de prendre à son compte le déficit de cet abattoir ; il a été aussi décidé lors de la dernière session du conseil général de le confier à des particuliers. Autrement dit, cet abattoir, construit avec l'argent de la collectivité risque d'être offert en cadeau à des capitalistes privés. Ceux-ci ne se gênent pas pour établir des tarifs exorbitants. Les premières victimes seront les petits éleveurs qui seront obligés de se soumettre à la volonté des propriétaires. Et vu que les prix de service de l'abattoir vont se répercuter sur le prix de la viande elle-même, ce sont les consommateurs qui vont finalement faire les frais de ces économies pratiquées par le gouvernement.

CAPESTERRE LES TRAVAILLEURS S'OP- POSENT A 1 LICENCIEMENT

Au mois de décembre dernier, à la SCEFA, l'une des plus grandes sociétés bananières de la Guadeloupe, un travailleur connu pour son appartenance à la C.G.T. et probablement à cause de cela s'est vu pendant plusieurs fois refuser du travail. Exaspéré de se présenter tous les jours sur la plantation et de s'entendre répondre par le gérant qu'il n'y a pas de travail, alors que c'était manifestement faux, il s'en est pris au gérant et l'a rossé. Ce dernier prit un certificat médical d'arrêt de travail alors qu'il continuait à venir travailler. Quant à la direction, elle décida de suspendre le travailleur pour un mois. Et quelques jours avant la fin de la suspension elle transforma la mise à pied en licenciement.

La direction était donc bien décidée à se débarrasser de ce travailleur un peu trop gênant à son avis. Mais les camarades de ce dernier ne l'entendaient pas ainsi.

Et jeudi 16 janvier, c'est fort de l'appui des travailleurs de la SCEFA que l'ouvrier menacé s'est présenté pour reprendre son poste. Finalement la direction dut reculer devant la détermination des travailleurs et le gars menacé retrouva son travail.

A NOS LECTEURS

Combat Ouvrier dans sa forme mensuelle au prix de 1 f continue évidemment de paraître. L'édition présente est un supplément au mensuel qui nous permettra de donner plus souvent à nos lecteurs le point de vue des révolutionnaires sur l'actualité antillaise et internationale. Elle paraîtra le mercredi et le samedi de chaque semaine.

Directeur de Publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire n° 51.728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre.
Correspondance : Gérard Beaujour
B.P. 214 P.à.P.
B.P. 386 F.d.F.

Supplément au N° 45

ABONNEZ VOUS AU MENSUEL
COMBAT OUVRIER